

# Étude des crédits

**2025-2026**

**Renseignements généraux et particuliers**

**Conseil du statut de la femme**

**29 avril 2025**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026  
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question
1	Voyages hors Québec
2	Voyages en avion
3	Publicité, articles promotionnels et commandites
4	Conférences de presse, événements
5	Formation en communication
6	Contrats octroyés
7	Appels d'offres publics
8	Consultants externes
9	Développements informatiques
10	Hébergement de données
11	Dépenses diverses
12	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
13	Portrait effectifs
14	Départ à la retraite
15	Baux
16	Actifs immobiliers excédentaires
17	Aménagement des bureaux de la haute direction
18	Membres du Cabinet
19	Budget discrétionnaire
20	Personnel hors structure
21	Personnel en disponibilité
22	Occasionnels mis à pied
23	Personnel rémunéré affecté ailleurs
24	Abonnements
25	Billets de saison, loges, club privé
26	Sites Internet
27	Visites ministérielles et sous ministérielles
28	Adjoints parlementaires
29	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
30	Crédits périmés et gel de crédits
31	Revenus autonomes et tarification
32	Plan de réduction
33	Transferts du gouvernement fédéral
34	Primes au rendement et bonis
35	Primes au rendement et bonis - Cabinet
36	Primes de départ, allocation de transition
37	Augmentations de salaire
38	Reconduction des programmes existants
39	Initiative ou majoration programmes existants
40	Dépenses en informatique et employé(e)s attirés aux dossiers informatiques
41	Taux d'absentéisme
42	Cotisation à des associations
43	Sondages
44	Compensation pour émissions de gaz à effet de serre
45	Transfert d'emplois gouvernementaux en région
46	Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024
47	Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028
48	Rapport CSDEPJ
49	Autre plan d'action ministériel ou interministériel
50	Mesures de télétravail/travail à distance
51	Remboursement matériel télétravail
52	Soutien employé(e)s - santé mentale
53	CT réunions
54	Formations
55	Concours et tirages
56	Communications/affaires publiques
57	Incidents de sécurité de l'information
58	Rencontre « lac-à-l'épaule »
59	Rémunération des stages
60	Consultation autochtone
61	Contrats conclus de gré à gré
62	PAE
63	Dépenses implantation nouveau régime de dotation
64	Amendes perçues 5 dernières années
65	Contrats sous-traitance
66	Services tarifés
67	Actifs possédés meubles et immeubles
68	Coûts de système
69	Sommes versées dommages exemplaires
70	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats
71	Demandes d'accès à l'information
72	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée
73	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**TABLE DES MATIÈRES ANNOTÉE**

#	Sujet de la question	Réponse brève	Fiche complémentaire
1	Voyages hors Québec	Aucun pour le CSF en 2024-2025	En 2023-2024, dépenses totales : 4 161 \$
2	Voyages en avion	Aucun pour le CSF	S. O.
3	Publicité, articles promotionnels et commandites	Se référer au règlement sur la diffusion – site Web du CSF	Dépenses au 31 janvier 2025 : 35 062 \$
4	Conférences de presse, événements	Lancement du Bilan 50 ans : 13 340,84 \$	Ventilation des dépenses
5	Formation en communication	Se référer au règlement sur la diffusion – site Web du CSF  Aucune pour le CSF	S. O.
6	Contrats octroyés	Référer au SEAO pour les contrats de 25K et plus  Contrats moins de 25 k\$ nombre : 23 montant total : 120 762 \$	Contrats de 25 k\$ et plus nombre : 3 montant total : 127 060 \$
7	Appels d'offres publics	Référer au système SEAO / Aucune pour le CSF	S. O.
8	Consultants externes	Référer au système SEAO	S. O.
9	Développements informatiques	Aucun pour le CSF	S. O.
10	Hébergement de données	Coût : 6 374 \$ Référer au Courtier infonuagique du MCN pour le fournisseur	S. O.
11	Dépenses diverses	Total: 29 064 \$	Ventilation des dépenses – Formation (+déplacement) 18 507 \$
12	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	Se référer au règlement sur la diffusion – site Web du CSF	Contrats téléphoniques : 903 \$ Acquisitions appareils : 1 069 \$ Acquisition portables : 903 \$
13	Portrait effectifs	Réponse par le SCT	Effectif : 26 Maladie : 379,72 jours Heures supp : 117,50 h
14	Départ à la retraite	Réponse par le SCT	1 retraite et 1 pré-retraite
15	Baux	Se référer au règlement sur la diffusion – site Web du CSF	Bail : 348 599 \$/an Aménagement/rénovation : 1 237 \$
16	Actifs immobiliers excédentaires	Ne s'applique pas au CSF	S. O.
17	Aménagement des bureaux de la haute direction	Aucuns travaux au bureau de la présidente	S. O.
18	Membres du Cabinet	Ne s'applique pas au CSF	S. O.
19	Budget discrétionnaire	Ne s'applique pas au CSF	S. O.
20	Personnel hors structure	Aucun au CSF	S. O.
21	Personnel en disponibilité	Réponse par le SCT Aucun au CSF	S. O.
22	Occasionnels mis à pied	Réponse par le SCT Aucun au CSF	S. O.
23	Personnel rémunéré affecté ailleurs	Aucun au CSF	S. O.
24	Abonnements	Centre de documentation – Total : 13 014 \$	S. O.
25	Billets de saison, loges, club privé	Total : 2 796 \$	S. O.
26	Sites Internet	Coût d'hébergement : 3 036 \$	S. O.
27	Visites ministérielles et sous ministérielles	Aucune dépense au CSF	S. O.
28	Adjoints parlementaires	Ne s'applique pas au CSF	S. O.
29	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Réponse par le SCT Aucune au CSF	S. O.
30	Crédits périmés et gel de crédits	Réponse par le SCT Aucun au CSF	Suivi budgétaire au 31 janvier 2025
31	Revenus autonomes et tarification	Ne s'applique pas au CSF	S. O.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### TABLE DES MATIÈRES ANNOTÉE

#	Sujet de la question	Réponse brève	Fiche complémentaire
32	Plan de réduction	Réponse par le SCT Aucun au CSF	S. O.
33	Transferts du gouvernement fédéral	Aucun au CSF	S. O.
34	Primes au rendement et bonis	Aucun au CSF	S. O.
35	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Ne s'applique pas au CSF	S. O.
36	Primes de départ, allocation de transition	Aucune au CSF	S. O.
37	Augmentations de salaire	Réponse par le SCT	S. O.
38	Reconduction des programmes existants	Réponse par le SCT / Aucun au CSF	S. O.
39	Initiative ou majoration programmes existants	Réponse par le SCT / Aucune	S. O.
40	Dépenses en informatique et employé(e)s attirés aux dossiers informatiques	Dépenses totales en TI : 187 141\$	Détails de dépenses
41	Taux d'absentéisme	Réponse par le SCT	Ventilation de l'information
42	Cotisation à des associations	Aucune dépense entre le 1 <sup>er</sup> avril 2024 et le 31 janvier 2025	S. O.
43	Sondages	Sondage de mobilisation 9 994 \$	S. O.
44	Compensation pour émissions de gaz à effet de serre	Aucune somme dépensée par le CSF	S. O.
45	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Référez au site Web de la politique de régionalisation Aucun au CSF	S. O.
46	Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024	Ne s'applique pas au CSF	S. O.
47	Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028	Aucune somme dépensée	S. O.
48	Rapport CSDEPJ	Réponse par le SCT Aucun	S. O.
49	Autre plan d'action ministériel ou interministériel	Référez aux Plans annuels de gestion des dépenses M/O	Détail des actions du CSF dans les stratégies et plans d'action
50	Mesures de télétravail/travail à distance	Référez à la Politique-cadre en matière de télétravail	S. O.
51	Remboursement matériel télétravail	Aucune dépense	S. O.
52	Soutien employé(e)s - santé mentale	Aucune dépense	S. O.
53	CT réunions	Se référer au règlement sur la diffusion – site Web du CSF	7 CT – 14 726 \$ (incluant deux assemblées du Conseil – 11 940 \$)
54	Formations	Se référer au règlement sur la diffusion – site Web du CSF	Liste des formations - 15 506 \$ (seulement les frais des formations)
55	Concours et tirages	Aucun au CSF	S. O.
56	Communications/affaires publiques	1 directrice + 8 ressources Dépenses DCW au 31 janvier 2025 : 196 540 \$	S. O.
57	Incidents de sécurité de l'information	Information confidentielle	S. O.
58	Rencontre « lac-à-l'épaule »	Aucune au CSF	S. O.
59	Rémunération des stages	Aucun stagiaire	S. O.
60	Consultation autochtone	Aucune consultation autochtone	S. O.
61	Contrats conclus de gré à gré	Référez au SEAO	100 % de contrats sont sous les seuils AOP, donc conclus de gré à gré
62	PAE	Réponse par le SCT	S. O.
63	Dépenses implantation nouveau régime de dotation	Réponse par le SCT	S. O.
64	Amendes perçues 5 dernières années	Ne s'applique pas au CSF	S. O.
65	Contrats sous-traitance	Référez au système SEAO	S. O.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### TABLE DES MATIÈRES ANNOTÉE

#	Sujet de la question	Réponse brève	Fiche complémentaire
66	Services tarifés	Ne s'applique pas au CSF	S. O.
67	Actifs possédés meubles et immeubles	Total : 24 983 \$	S. O.
68	Coûts de système	Réponse par le SCT	Coût d'opération (budget 2024-2025 en fonctionnement) 976 220 \$
69	Sommes versées dommages exemplaires	Référer au site de la SAQUIJ	S. O.
70	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Référer au SEAO	Consultant GLG : Avenant de 20 000 \$
71	Demandes d'accès à l'information	4 demandes Référer au Rapport annuel de gestion 2024-2025	S. O.
72	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Aucun	S. O.
73	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	Aucun	S. O.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéoconférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programmes	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16i	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.  Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

<b>G01</b>	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2024-2025 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour;</p> <p>b) la copie des programmes et rapports de mission;</p> <p>c) les personnes rencontrées;</p> <p>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</p> <p>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</p> <p>f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;</p> <p>g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les détails de ces ententes;</li> <li>• les résultats obtenus à ce jour;</li> </ul> <p>h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</p>
------------	---

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun déplacement hors Québec.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

[Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

G01	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour;</p> <p>b) la copie des programmes et rapports de mission;</p> <p>c) les personnes rencontrées;</p> <p>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</p> <p>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</p> <p>f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;</p> <p>g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les détails de ces ententes;</li> <li>• les résultats obtenus à ce jour;</li> </ul> <p>h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</p>
-----	--

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

Un voyage hors-Québec a été réalisé, lors de l'année financière précédente, soit en 2023-2024.

- Paris et Monaco du 5 au 9 mars 2024
- Rencontres avec différents intervenants en matière d'égalité;
- Dépenses totales de 4 161 \$, ventilées par poste :

Frais de transport	1 829 \$
Frais d'hébergement	1 379 \$
Frais de repas	714 \$
Autres frais inhérents	239 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). [Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

**Personnes rencontrées par la présidente lors de son voyage à Paris et Monaco**

**Paris**

Date	Nom	Titre
2024-03-05	M <sup>me</sup> Aurore Bergé	Ministre déléguée auprès du Premier ministre – Chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les Discriminations
2024-03-05	M. Sylvain Lambert	Président des maires ruraux des Yvelines
2024-03-05	M <sup>me</sup> Carine Houdouin	Présidente des maires ruraux de l'Essonne
2024-03-05	M <sup>me</sup> Michèle Balourd	Cheffe de l'Unité Égalité Femmes-Hommes – Organisation internationale de la Francophonie
2024-03-05	M <sup>me</sup> Michèle Boisvert	Cheffe de l'Unité Égalité Femmes Hommes – Organisation internationale de la Francophonie (OIF) Déléguée générale du Québec à Paris
2024-03-05	M <sup>me</sup> Nathalie Pilhes	Présidente du Gender & Governance Action Platform (2GAP) Déléguée au plan national « Femmes, paix et sécurité » – Secrétariat général
2024-03-05	M <sup>me</sup> Soad Souleimani	Ministre plénipotentiaire – Affaires multilatérales – Ambassade du Royaume du Maroc en France
2024-03-05	M <sup>me</sup> Michèle Peyron	Vice-présidente de la Commission des affaires sociales de l'ASSNAT et membre du Comité directeur du Réseau des femmes de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie Députée de Seine-et-Marne – Assemblée nationale de France
2024-03-06	M <sup>me</sup> Laetitia Dhervilly	Haute-fonctionnaire à l'égalité femmes-hommes – Ministère de la Justice de France
2024-03-06	M <sup>me</sup> Sylvie Pierre-Brossolette	Présidente – Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE)

## Renseignements généraux

---

# G01

Suite

---

Réponse :

### Monaco

2024-03-07	M <sup>me</sup> Céline Cottalorda	Déléguée interministérielle pour la promotion et la protection des droits des femmes – Comité des droits de femmes de Monaco <a href="#">Comité Droits des Femmes :Comité Droits des Femmes</a>
2024-03-07	M <sup>me</sup> Isabelle Berro Amadéi	Conseiller de Gouvernement Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération – Gouvernement Princier Présidente du Comité des droits de femmes de Monaco
2024-03-07	M. Pierre Dartout	Ministre d'État, accompagné des membres du gouvernement et des représentants des institutions monégasques
2024-03-07	M <sup>me</sup> Isabelle Kempeneers	Conseillère Réseau des femmes parlementaires – Région Europe

**G02**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés.

Réponse :

La présidente du Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun voyage en avion ou en hélicoptère au Québec.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

[Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

<b>G03</b>	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026;</li> <li>b) les noms des firmes de publicité retenues;</li> <li>c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>d) le but visé par chaque dépense;</li> <li>e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;</li> <li>f) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse;</li> <li>g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;</li> <li>h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.</li> </ul>
------------	--

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

[Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site Internet du Conseil.

[Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

G03	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026;</li> <li>b) les noms des firmes de publicité retenues;</li> <li>c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>d) le but visé par chaque dépense;</li> <li>e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;</li> <li>f) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse;</li> <li>g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;</li> <li>h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.</li> </ul>
-----	---

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

**Ventilation des dépenses publicitaires du 1<sup>er</sup> avril 2024 – 31 décembre 2024**  
**(incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites sur Internet)**

FOURNISSEURS		COÛT	BUT VISÉ	DATE FACTURE	DATE DIFFUSION
1	Communication CNW Québec inc.	125 \$	Communiqué de presse - Le CSF dévoile son bilan intitulé : L'égalité entre les femmes et les hommes	2024-06-12	2024-08-21
2	Groupe TVA inc.	350\$	Frais de production de la capsule TVA Express pour le dévoilement du Bilan du Conseil du statut de la femme au Musée de la civilisation	2024-06-13	2024-06-13 et 14
3	Publications BLD inc.	775 \$	Publicité Web dans l'Infolettre des enseignants - Septembre 2024	2024-07-11	2024-09-24
4	Publications BLD inc.	4 750 \$	Publicité Web parue dans le magazine Les Débrouillards - Septembre 2024	2024-08-06	2024-09
5	Groupe TVA inc	700 \$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil.	2024-08-08	2024-08-08
6	MédiaQMI inc. - Le Journal de Montréal	1 300\$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil.	2024-08-12	2024-08-12
7	MédiaQMI inc. - Le Journal de Québec	950 \$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil.	2024-08-12	2024-08-12
8	Communication CNW Québec inc	125 \$	Communiqué de presse - Le documentaire « Les héritières » dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du CSF	2024-08-21	2024-08-14
9	Réseau des Femmes d'affaires du Québec	1 165 \$	Programme souvenir 2024 : Gala Prix Femmes d'affaires du Québec	2024-08-27	2024-11-14
10	La coopérative des Librairies indépendantes du Québec	850 \$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil	2024-08-28	2024-08-28 au 2024-09-03
11	Journal de Québec et Journal de Montréal - Québecor Média inc.	2 100\$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil	2024-09-02	2024-09-02 au 2024-09-15

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G03

Suite

Réponse :

FOURNISSEURS		Coût	BUT VISÉ	DATE FACTURE	DATE DIFFUSION
12	Publications BLD inc.	750 \$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil	2024-09-06	2024-09-20
13	Association promotion des services documentaires scolaires (APSDS)	300 \$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil	2024-09-24	2024-11-08 et 07
14	Association québécoise pour l'enseignement en univers social [AQEUS]	220\$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil	2024-09-24	2024-11-08 et 07
15	Publications BLD inc.	775 \$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil	2024-10-01	2024-09-20
16	TVA publications inc.	700 \$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil	2024-10-10	2024-10-10
17	Revue les libraires	800 \$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil	2024-10-11	2024-10-21
18	TVA publications inc.	700 \$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil	2024-11-07	2024-11-07
19	Le Devoir	4 692 \$	Campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes	2024-11-30	2024-11-30
20	Coopérative nationale de l'information indépendante (cn2i)	1 690 \$	Campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes	2024-11-30	2024-11-30 au 2024-12-06
21	Coopérative nationale de l'information indépendante (cn2i)	1 040 \$	Campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes	2024-11-30	2024-11-30 au 2024-12-06
22	Journal La Presse	4 290 \$	Campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes	2024-11-30	2024-11-30
23	Coopérative nationale de l'information indépendante (cn2i)	270 \$	Campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes	2024-12-02	2024-11-30 au 2024-12-06
23	Québecor Média	942,26 \$	Publicité afin de promouvoir la bande dessinée jeunesse « Cap Égalité » produite dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil	2024-12-02	2024-09-02 au 2024-11-08
Total		30 359,26 \$			

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G04	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</li> <li>b) le but visé par chaque dépense;</li> <li>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</li> </ul> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</li> <li>f) le but visé par chaque dépense;</li> <li>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</li> </ul> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</li> <li>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</li> <li>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</li> <li>m) le but visé par chaque dépense;</li> <li>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</li> </ul>
-----	---

Réponse :

Sommes dépensées en 2024-2025 ventilées par type d'événement :

ÉVÉNEMENT EN 2024-2025	COÛT	BUT VISÉ
Lancement du Bilan dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil intitulé : <i>L'égalité entre les femmes et les hommes : Regard sur 50 ans d'évolution au Québec</i>	13 340,84 \$	Promouvoir la publication de cet ouvrage afin d'informer, de sensibiliser et d'éduquer la population québécoise.
<b>Total</b>	<b>13 340,84 \$</b>	

Aucune dépense par le CSF n'est prévue en 2025-2026 pour l'organisation ou la tenue d'évènement public.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

<b>G04</b>	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</p> <p>d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <p>e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>f) le but visé par chaque dépense;</p> <p>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</p> <p>h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <p>i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</p> <p>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>l) a liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</p> <p>m) le but visé par chaque dépense;</p> <p>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</p> <p>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p>
------------	---

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

Sommes dépensées en 2024-2025 ventilées par type d'événement :

Lancement du Bilan dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil intitulé : <i>L'égalité entre les femmes et les hommes : Regard sur 50 ans d'évolution au Québec</i>	
DÉTAILS	COÛT
Location de l'espace – Musée de la Civilisation	3 570,00 \$
Traiteur	5 799,60 \$
Photographe	400,00 \$
Frais de production de la capsule TVA Express	350,00 \$
Impression de cartons de notes – Bilan	128,40 \$
Frais de déplacement d'employés en charge de l'événement et de la présidente	146,32 \$
Frais de déplacement, repas et hébergement des membres du Conseil pour l'événement	2 146,52 \$
Per diem pour les 2 étudiants panélistes ayant participé au panel de l'événement	800,00 \$
<b>Total</b>	<b>13 340,84 \$</b>

**G03**

Suite

Réponse :

**Ventilation des dépenses publicitaires du 1<sup>er</sup> janvier 2025 – 31 janvier 2025 (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites sur Internet)**

FOURNISSEURS		Coût	BUT VISÉ	DATE FACTURE	DATE DIFFUSION
1	Publications BLD	745 \$	Publicité Web dans l'Infolettre des parents - Promotion de la Bande dessinée du CSF	2024-12-17	2024-12-20
2	Revue les libraires	800 \$	Publicité - Promotion de la Bande dessinée <i>Cap Égalité</i> du CSF dans la Revue Les Libraires	2024-12-24	2024-12-09
3	Québecor Medias	2 000 \$	Publicité Internet (CPm - ROC - Actualité- Refusons toutes les formes de viol	2025-01-08	2024-12-02 au 2024-12-04
4	Québecor Medias	1 157,74 \$	Publicité Internet (CPM - RON + audiences) afin de promouvoir la Bande dessinée du <i>Cap Égalité</i> du CSF	2025-01-08	2024-11-25 au 2024-12-08
Total		4 702,74 \$			
Grand total		35 062,00 \$			

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G04	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</li> <li>b) le but visé par chaque dépense;</li> <li>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</li> </ul> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</li> <li>f) le but visé par chaque dépense;</li> <li>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</li> </ul> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</li> <li>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</li> <li>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</li> <li>m) le but visé par chaque dépense;</li> <li>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</li> </ul>
-----	---

Réponse :

Sommes dépensées en 2024-2025 ventilées par type d'événement :

ÉVÉNEMENT EN 2024-2025	COÛT	BUT VISÉ
Lancement du Bilan dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil intitulé : <i>L'égalité entre les femmes et les hommes : Regard sur 50 ans d'évolution au Québec</i>	13 340,84 \$	Promouvoir la publication de cet ouvrage afin d'informer, de sensibiliser et d'éduquer la population québécoise.
<b>Total</b>	<b>13 340,84 \$</b>	

Aucune dépense par le CSF n'est prévue en 2025-2026 pour l'organisation ou la tenue d'évènement public.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

<b>G04</b>	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</p> <p>d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <p>e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>f) le but visé par chaque dépense;</p> <p>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</p> <p>h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <p>i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</p> <p>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>l) a liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</p> <p>m) le but visé par chaque dépense;</p> <p>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</p> <p>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p>
------------	---

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

Sommes dépensées en 2024-2025 ventilées par type d'événement :

Lancement du Bilan dans le cadre du 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil intitulé : <i>L'égalité entre les femmes et les hommes : Regard sur 50 ans d'évolution au Québec</i>	
DÉTAILS	COÛT
Location de l'espace – Musée de la Civilisation	3 570,00 \$
Traiteur	5 799,60 \$
Photographe	400,00 \$
Frais de production de la capsule TVA Express	350,00 \$
Impression de cartons de notes – Bilan	128,40 \$
Frais de déplacement d'employés en charge de l'événement et de la présidente	146,32 \$
Frais de déplacement, repas et hébergement des membres du Conseil pour l'événement	2 146,52 \$
Per diem pour les 2 étudiants panélistes ayant participé au panel de l'événement	800,00 \$
<b>Total</b>	<b>13 340,84 \$</b>

**G05**

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Aucune somme n'a été dépensée pour l'organisation de formations en communication par le Conseil du statut de la femme.

L'information fournie en réponse à cette question serait en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

[Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G06

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

Les contrats conclus entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 et le 31 janvier 2025

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT
Article 79 inc.	Services de veille parlementaire	5 492, 04 \$
Belmir, Maïté	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840,00 \$
Calla, Cécile	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200,00 \$
Caro, Charline	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840,00 \$
Chartier, Sophie	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200,00 \$
Carrier Pigiste inc.	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120,00 \$
Chuck & Co	Réaliser un bilan de santé et accompagnement dans la mise en œuvre des solutions M365	11 750,00 \$
Corbeil, Raphaëlle	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120,00 \$
Demers-Lemay, Miriane	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	6 400,00 \$
Fleuri, Johann	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$
Groupe GID Design inc.	Installation, démontage et le transport de l'exposition itinérante soulignant le 50 <sup>e</sup> anniversaire du CSF	20 000 \$
Guerrero Dufour, Emma	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$
Henriquez, Rose Carine	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$
Ingrid Falaise inc.	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$

**G06**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT
Massicolti, Elisabeth	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	5 120 \$
Morin, Nadia	Illustration d'éditions mensuelles pour la <i>Gazette des femmes</i>	8 000 \$
Revert, Amélie	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$
Rivard-Boudreau, Émélie	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$
Robert, Camille	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$
Sénécal, Patrice	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$
Schaff, Hélène	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$
Surprenant, Adèle	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 840 \$
Trautmann, Alexandra	Rédaction d'articles journalistiques sur divers enjeux féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Conseil : [Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#).

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G06

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

Contrats conclus de 25 000 \$ et plus entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT
Fortin, Laurie	Conception et la production graphique des projets pour les plateformes numériques et les publications du CSF	36 160 \$
Technologies Umbrella	Services professionnels et techniques en technologies de l'information en soutien aux activités du Conseil du statut de la femme	49 980 \$
Technologies Umbrella	Services professionnels et techniques en technologies de l'information en soutien aux activités du Conseil du statut de la femme	40 920 \$

<b>G07</b>	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste des soumissions et le montant de chacune;</li> <li>b) la grille d'évaluation des soumissions;</li> <li>c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</li> <li>d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</li> <li>e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</li> </ul>
------------	--

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a réalisé aucun appel d'offre public.

L'information fournie en réponse à cette question serait incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>.

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

<b>G08</b>	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</li> <li>b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);</li> <li>c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;</li> <li>d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</li> <li>e) une description de son mandat;</li> <li>f) la date de début de son contrat;</li> <li>g) la date prévue de fin de son contrat;</li> <li>h) sa rémunération annuelle.</li> </ul>
------------	---

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>. De plus, les engagements financiers de 25 000 \$ et plus sont diffusés mensuellement sur le site du [Conseil du statut de la femme](#).

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

<b>G09</b>	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'année financière 2024-2025, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom du projet;</li> <li>b) la nature du projet;</li> <li>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</li> <li>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</li> <li>e) les plus récentes évaluations du coût du projet;</li> <li>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</li> <li>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</li> <li>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</li> <li>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</li> <li>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;</li> <li>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;</li> </ul> </li> <li>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;</li> <li>m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.</li> </ul>
------------	---

**R**éponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a initié aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques répondant aux critères définis dans les *Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles* au cours de cette période.

Note : Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les *Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles* (décret 1159-2022 et arrêté ministériel 2022-03 du 23 juin du ministre de la Cybersécurité et du Numérique).

**G10**

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Réponse :

Hébergement de données en infonuagique	
Coût réel	Pénalité
6 374 \$	0 \$

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

Réponse :

	Nature de la dépense	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	TOTAL
a	Photocopie	-	298,72 \$	179,78 \$	188,97 \$	162,44 \$	137,19 \$	144,11 \$	177,03 \$	160,93 \$	143,74 \$	1 592,91 \$
b.	Mobilier de bureau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c.	Ameublement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d.	Décoration et embellissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
e.	Distributeur d'eau de source	-	-	-	-	135,95 \$	-	-	-	-	-	135,95 \$
f.	Remboursement des frais de transport	9,67 \$	411,14 \$	286,14 \$	304,99 \$	13,03 \$	194,84 \$	579,97 \$	1 007,25 \$	1 429,43 \$	338,82 \$	4 575,28 \$
g.	Le remboursement des frais d'hébergement	-	474,04 \$	176,33 \$	393,47 \$	-	-	974,21 \$	262,59 \$	675,94 \$	-	2 956,58 \$
h.	Le remboursement des frais de repas	-	43,69 \$	178,11 \$	77,90 \$	-	-	43,69 \$	699,99 \$	253,08 \$	-	1 296,46 \$
i.	Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
j.-I	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	-	4 330,40 \$	373,18 \$	888,96 \$	-	-	6 493,38 \$	4 646,15 \$	1 017,36 \$	757,23 \$	18 506,66 \$
j.-II	À l'extérieur du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

**G11**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau; l'ameublement;
- c) la décoration et l'embellissement; le distributeur d'eau de source;
- d) le remboursement des frais de transport;
- e) le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas;
- f) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- g) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. au Québec;
  - II. à l'extérieur du Québec.

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

**a) PHOTOCOPIES**

• Coût des copies :	678,06 \$
• Location d'appareils :	<u>914,85 \$</u>
<b>Total</b>	<b>1 592,91 \$</b>

**e) DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE**

• Entretien du refroidisseur d'eau :	<b>135,95 \$</b>
--------------------------------------	------------------

**REMBOURSEMENTS AU PERSONNEL :**

**f) REMBOURSEMENTS DE FRAIS DE TRANSPORT**

• Bureau de la présidente :	1 397,48 \$
• Direction de la recherche et de l'analyse :	2 176,71 \$
• Direction des communications et du Web :	618,05 \$
• Secrétariat général et dir. de l'admin. :	<u>383,04 \$</u>
<b>Total :</b>	<b>4 575,28 \$</b>

**g) REMBOURSEMENTS DE FRAIS D'HÉBERGEMENT**

• Bureau de la présidente :	945,80 \$
• Direction de la recherche et de l'analyse :	1 075,68 \$
• Direction des communications et du Web :	521,60 \$
• Secrétariat général et dir. de l'admin. :	<u>413,50 \$</u>
<b>Total :</b>	<b>2 956,58 \$</b>

**h) REMBOURSEMENTS DE FRAIS DE REPAS**

• Bureau de la présidente :	314,90 \$
• Direction de la recherche et de l'analyse :	634,68 \$
• Direction des communications et du Web :	163,85 \$
• Secrétariat général et dir. de l'admin. :	<u>183,03 \$</u>
<b>Total :</b>	<b>1 296,46 \$</b>

**j.-l) CONGRÈS, COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT AU QUÉBEC**

• Bureau de la présidente :	3 875,20 \$
• Direction de la recherche et de l'analyse :	3 619,76 \$
• Direction des communications et du Web :	4 162,51 \$
• Secrétariat général et dir. de l'admin. :	<u>6 849,19 \$</u>
<b>Total :</b>	<b>18 506,66 \$</b>

Ce montant inclut les colloques et toute session de perfectionnement pour tout le personnel du Conseil, incluant toutes les dépenses de déplacements.

G12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Réponse :

b.	Coût des frais d'itinérance	0 \$
c.	Coût lié aux dépassements des forfaits de données	0 \$
d.	Coût de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

Pour les sous questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25) : [Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#).

G12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

a.	Coût des contrats téléphoniques	902,81 \$
b.	Coût des frais d'itinérance	0 \$
c.	Coût lié aux dépassements des forfaits de données	0 \$
d.	Coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$
e.	Le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent)	4
f.	Coûts d'acquisition d'appareils : acquisition d'un cellulaire pour la secrétaire générale (mai 2023)	1 069,26 \$
g.	Coût d'utilisation des appareils	902,81 \$
h.	Noms des fournisseurs	Telus
i.	Coût d'acquisition des ordinateurs portables	0 \$
j.	Les iPad ou autre type de tablette électronique	0 \$

Attribution de 4 téléphones cellulaires :

- 2 conseillères en communication numérique
- 1 secrétaire générale et directrice de l'administration
- 1 cellulaire de dépannage

G13

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o) le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2024-2025;
- p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilés par région;
- r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024

Réponse :

*Note : Veuillez prendre note que les réponses à cette question concernant l'effectif du Conseil considèrent l'ensemble du personnel visé par la Loi sur la fonction publique, ce qui exclut les personnes titulaires d'un emploi supérieur, en l'occurrence, la présidente du Conseil du statut de la femme.*

**a et b) Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**c) Nombre de jours de maladie pris par le personnel**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G13**

Suite

Réponse :

**d) Nombre total et ventilation du nombre de jours de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée par catégorie d'emploi**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**e) Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**f) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**g) Nombre de personnes ayant, dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**h) Nombre et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de cette loi.

**i) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G13**

Suite

Réponse :

**j) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**k) Nombre d'employé(e)s bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**l) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**m) Nombre d'employés permanents et temporaires**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**n) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**o) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emplois pour 2024-2025 et les cinq années précédentes**

Le Conseil du statut de la femme n'a aboli aucun poste en 2024-2025.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre le budget de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

**p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G13**

Suite

Réponse :

**q) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilés par région**

3 postes vacants – Capitale nationale

7 ETC non comblés – Capitale Nationale

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes, et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

**r) Le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec****le 1<sup>er</sup> novembre 2024**

Aucun

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes, et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

G13

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o) le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2024-2025;
- p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilés par région;
- r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1<sup>er</sup> novembre 2024

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

Note : Veuillez prendre note que les réponses à cette question concernant l'effectif du Conseil considèrent l'ensemble du personnel visé par la Loi sur la fonction publique, ce qui exclut les personnes titulaires d'un emploi supérieur, en l'occurrence la présidente du Conseil du statut de la femme.

Tableaux pages suivantes

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G13

Suite

Réponse :

a et b) Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

CATÉGORIES D'EMPLOI*	PERSONNEL RÉGULIER NOMBRE TOTAL	FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
		Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Personnel cadre													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	3	3	100										
Sous-total	3	3	100										
Personnel professionnel													
Moins de 35 ans	4	3	75.0	1	25.0								
35 ans et plus	13	11	84.6	2	15.4								
Sous-total	17	14	82.4	3	17.6								
Personnel technicien													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	5	5	100										
Sous-total	5	5	100										
Personnel de bureau													
Moins de 35 ans													
35 ans et plus	1	1	100										
Sous-total	1	1	100										
Total par groupe d'âge													
Moins de 35 ans	4	3	75.0	1	25.0								
35 ans et plus	22	20	90.9	2	9.1								
Total	26	23	88.5	3	11.5								

\* Excluant la présidente

# G13

Suite

Réponse :

c) Nombre de jours de maladie pris par le personnel au 31 janvier 2025\*

CATÉGORIES D'EMPLOI	
Personnel cadre	0
Personnel professionnel	351,04
Personnel technicien	23,16
Personnel de bureau	5,52
<b>Total</b>	<b>379,72</b>

\* Incluant les congés invalidité longue durée (assurance salaire).

d) Nombre total et ventilation du nombre de jours de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

CATÉGORIES D'EMPLOI	RÉSERVE ET BANQUE DE JOURS DE MALADIE	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Personnel cadre	171,92	1	1	0	1	N/D
Personnel professionnel	203,26	8	9	0	0	N/D
Personnel technicien	78,81	2	3	0	0	N/D
Personnel de bureau	2,41	1	0	0	0	N/D
<b>Total</b>	<b>456,40</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>N/D</b>

G13

Suite

Réponse :

e) Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

CATÉGORIES D'EMPLOI	RÉALISÉES	PAYÉES REMBOURSÉES	COMPENSÉES
Personnel cadre	0	0	0
Personnel professionnel	116,25	13,50	102,75
Personnel technicien	1,25	0	1,25
Personnel de bureau	0	0	0
<b>Total</b>	<b>117,50</b>	<b>13,50</b>	<b>104,00</b>

f) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel au 31 janvier 2025

CATÉGORIES D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	TOTAL
Personnel cadre	0,00	0,00	0,00	9,00	23,00	0,00	4,00	0,00	6,50	3,00	45,50
Personnel professionnel	2,00	13,00	12,50	48,25	79,25	20,00	22,25	6,75	18,25	36,50	258,75
Personnel technicien	6,88	5,25	8,00	7,50	40,00	17,00	2,00	0,00	4,00	2,00	92,63
Personnel de bureau	15,00	7,50	0,00	6,25	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33,75
<b>Total</b>	<b>23,88</b>	<b>25,75</b>	<b>20,5</b>	<b>71,0</b>	<b>147,25</b>	<b>37,00</b>	<b>28,25</b>	<b>6,75</b>	<b>28,75</b>	<b>41,50</b>	<b>430,63</b>

G13

Suite

Réponse :

g) Nombre de personnes ayant, dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

CATÉGORIES D'EMPLOI	RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Personnel cadre	47,44	1	2	0	0	N/A
Personnel professionnel	82,49	11	6	0	0	N/A
Personnel technicien	-0,56	5	0	0	0	N/A
Personnel de bureau	13,93	0	1	0	0	N/A
Total	143,30	17	9	0	0	N/A

h) Nombre et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

Aucun

i) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL*
Capitale-Nationale	3	17	5	1	26
Total	3	17	5	1	26

\*Excluant la présidente

G13

Suite

Réponse :

j) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir, au 31 janvier 2025

	2023-2024
Expert	3
Émérite	

k) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie, au 31 janvier 2025

Aucun

l) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

Estimation de la prochaine année 2025-2026

CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
3	20	6	0	29
3	20	6	0	29

m) Nombre d'employés permanents et temporaires

21 permanents, 5 temporaires

n) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

DÉMISSION	MUTATION	RETRAITE	TOTAL
1	2	1	4

**G13**

Suite

Réponse :

o) Nombre de postes abolis ventilé par corps d'emplois pour 2024-2025 et les cinq années précédentes

Le Conseil du statut de la femme n'a aboli aucun poste en 2024-2025.

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs, incluant la titulaire d'emploi supérieur

34 ETC autorisés (62 276 heures rémunérées)

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilés par région, incluant la titulaire d'emploi supérieur

3 postes vacants – Capitale nationale

7 ETC non comblés – Capitale Nationale

r) Le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1<sup>er</sup> novembre 2024

Aucun

G14

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

**a) Nombre de départs à la retraite**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Trois remplacements effectués au cours de cette période.

**c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Aucune personne retraitée n'a été engagée au cours de cette période.

G14

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2025-2026 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

**a) Nombre de départs à la retraite**

Deux départs à la retraite ont eu lieu au cours de la période

- Techniciennes et assimilées (DCW) – Pleine retraite
- Professionnelle (SGDA) – pré-retraite

**b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Trois remplacements effectués au cours de cette période.

- Gestionnaire (SGDA)
- Professionnelle (DRA)
- Techniciennes et assimilées (DCW)

**c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Aucune personne retraitée n'a été engagée au cours de cette période.

G15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

<b>d.</b>	Coûts d'aménagement et de rénovation	1 237,17 \$
<b>e.</b>	Durée du bail	Le bail se renouvelle annuellement Date d'échéance : 2026-10-31
<b>g.</b>	En cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation	Aucun

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27) :

[Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

a.	Emplacement de la location	800, place D'Youville 3 <sup>e</sup> étage, Québec
b.	Superficie totale pour chaque local loué	1 080 m <sup>2</sup>
c.	Coût total de ladite location	Mensuel : 29 049,95 \$ Annuel : 348 599,40 \$
d.	Coûts d'aménagement et de rénovation*	1 237,17 \$
e.	Durée du bail	Le bail se renouvelle annuellement Date d'échéance : 2026-10-31
f.	Propriétaire de l'espace loué	Placements Euro
g.	En cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation	Aucun
h.	Superficie totale réellement occupée	1 080 m <sup>2</sup>
i.	Superficie inoccupée	Sans objet
j.	Coût de location au mètre carré	322,78 \$/m <sup>2</sup>
k.	Noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant	Sans objet

\* d. Détail des coûts d'aménagement et de rénovation

BCL Purificateurs d'eau inc.	Entretien du refroidisseur d'eau	135,95 \$
Placements EURO	Tapis d'hiver	844,82 \$
Placements EURO	Désobstruer toilette	63,60 \$
Placements EURO	Déplacement de meubles, d'un classeur et d'une bibliothèque	192,80 \$
<b>Total :</b>		<b>1 237,17 \$</b>

**G16**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

G17

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun travail lié au déménagement, à l'aménagement ou à la rénovation dans l'espace occupé par la haute direction. Voir la fiche de renseignements généraux G15.

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

**G18**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

G19

Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

## CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

### Renseignements généraux

### Étude des crédits 2025-2026

**G20**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a aucun emploi hors structure.

**G21**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

**G22**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Aucun membre du personnel rémunéré par le Conseil n'est affecté à d'autres organismes publics, parapublics ou autres.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G24	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun;                  b) le fournisseur;                  c) la nature du service;                  d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</p> <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
-----	--

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
Article 79	4 576,70 \$	<i>Veille parlementaire quotidienne</i>
Communications Grenier	149,00 \$	<i>Grenier aux nouvelles</i>
Coopérative nationale de l'information indépendante	151,87 \$	<i>Le Soleil</i>
Le Devoir	370,15 \$	<i>Le Devoir</i>
Messageries dynamiques	338,00 \$	<i>Journal de Québec</i>
Ms. Magazine	57,83 \$	<i>Ms. (Féministe et libéral – Revue américaine)</i>
Publications Mass-Media Inc.	2 350,00 \$	<i>Le Courrier parlementaire</i>
RIBG - MTESS	5 000,00 \$	<i>Réseau des bibliothèques gouvernementales / PortFolio</i>
Premières en affaires	20,00 \$	<i>Premières en affaires</i>
<b>TOTAL</b>	<b>13 013,55 \$</b>	

**G25**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

Billets	Coût
Achat de 1 billet le 9 avril 2024 – Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) – Conférence : Échange entre le premier ministre de la République française, Gabriel Attal, et le premier ministre du Québec, François Legault – 12 avril 2024	25 \$
Achat de 1 billet le 23 avril 2024 – Barreau de Québec – Musée de la civilisation – 2 mai 2024	65 \$
Achat de 2 billets le 20 août 2024 – Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ) – Déjeuner-causerie – Jean-François Lépine 4 février 2025	336 \$
Achat de 6 billets pour la Soirée-bénéfice De l'ombre à la lumière (En soutien aux femmes dans le besoin) – YWCA - 20 novembre 2024	2 370 \$
<b>Total</b>	<b>2 796 \$</b>

<b>G26</b>	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom du site Web;</li> <li>b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;</li> <li>c) les coûts de construction du site;</li> <li>d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</li> <li>e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);</li> <li>f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;</li> <li>g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement;</li> <li>h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;</li> <li>i) la fréquence moyenne de mise à jour;</li> <li>j) le responsable du contenu sur le site.</li> </ul>
------------	--

Réponse :

	SUJETS	DÉTAILS
a)	Adresse du site Internet :	www.csf.gouv.qc.ca
b)	Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	En ligne depuis février 2010, sa conception initiale a été assurée par la firme iXmédia (2009-2010).
c)	Coûts de construction du site	S. O.
d)	Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	3 036 \$
e)	Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun
f)	Nombre de visiteurs (« hits ») par mois*	15 914 visites par mois
g)	Nombre de visiteurs uniques mensuellement*	12 805 visites par mois
h)	Les coûts liés à la réservation des noms de domaines	Aucun
i)	Fréquence moyenne de mise à jour	Mensuelle
j)	Responsable du contenu sur le site	Direction des communications et du Web

\* Moyenne mensuelle calculée pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 janvier 2025.

	SUJETS	DÉTAILS
a)	Adresse du site Internet :	www.gazettedesfemmes.ca
b)	Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications (2011)
c)	Coûts de construction du site	S. O.
d)	Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Les coûts d'hébergement sont intégrés à ceux du site Web du CSF (voir plus haut).
e)	Coûts de modernisation ou de refonte	Aucun
f)	Nombre de visiteurs (« hits ») par mois*	18 879 visites par mois
g)	Nombre de visiteurs uniques mensuellement*	20 782 visites par mois
h)	Les coûts liés à la réservation des noms de domaines	Aucun
i)	Fréquence moyenne de mise à jour	Mensuelle
j)	Responsable du contenu sur le site	Direction des communications et du Web

\* Moyenne mensuelle calculée pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 janvier 2025.

**G27**

Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse :

Le Conseil n'a pas effectué de dépenses pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec.

G28

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :

- a) le détail des mandats
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

**G29**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G30**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G30**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

**Dépenses réelles au 31 janvier 2025**

<b>BUDGET - RÉMUNÉRATION</b>			
<b>DÉPENSES RÉMUNÉRATION</b>	<b>BUDGET 2024-2025</b>	<b>DÉPENSES RÉELLES</b>	<b>TAUX</b>
Rémunération	2 404 955 \$	1 909 868 \$	79 %
Contributions d'employeur	282 145 \$	206 823 \$	73 %
<b>Total Rémunération</b>	<b>2 687 100 \$</b>	<b>2 116 691 \$</b>	<b>79 %</b>
<b>BUDGET - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>DÉPENSES FONCTIONNEMENT</b>	<b>BUDGET 2024-2025</b>	<b>DÉPENSES RÉELLES</b>	<b>TAUX</b>
3447000 - Bureau de la présidente	15 000 \$	7 526 \$	50 %
3447100 - Direction de la recherche et de l'analyse	64 000 \$	18 632 \$	29 %
3447200 - Direction des communications et du Web	297 400 \$	196 540 \$	66 %
3447400 - Secrétariat général et direction de l'administration	584 800 \$	417 423 \$	71 %
AMORTISSEMENT	15 000 \$	11 797 \$	79 %
<b>Total Fonctionnement (incluant amortissement)</b>	<b>976 200 \$</b>	<b>651 918 \$</b>	<b>67 %</b>
<b>BUDGET INVESTISSEMENT RI et autres tangibles</b>	<b>17 800 \$</b>	<b>5 394 \$</b>	<b>30 %</b>
<b>Crédits 2024-2025</b>	<b>3 666 100 \$</b>	<b>2 762 206 \$</b>	<b>75 %</b>
<b>FONDS DISPONIBLES</b>	<b>903 894 \$</b>		

**G31**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

**G32**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

**G33**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun montant du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au cours de cette période.

**G34**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a versé aucun boni ni aucune prime au rendement.

**G35**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

**G36**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Aucune prime de départ n'a été versée.

**G37**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G38**

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G39**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

<b>G40</b>	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la dépense totale (opération et capital);</li> <li>b) les grands dossiers en cours;</li> <li>c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;</li> <li>d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;</li> <li>e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.</li> </ul>
------------	--

Réponse :

- a) La dépense totale en informatique est de 187 140,91 \$, du 1<sup>e</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025.
- b) Les informations sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- c) Un employé est attitré à temps complet aux dossiers informatiques
- d) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante: <https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>.
- e) L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante: <https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

Ces montants représentent les dépenses en informatique au 31 janvier 2025 :

CATÉGORIE	COÛT(\$)
Rémunération du personnel	87 656,02 \$
Ressources externes	57 711,30 \$
Impartition auprès d'un autre OP	15 504,83 \$
Acquisition	22 698,81 \$
Location	1 592,91 \$
Autres frais	1 977,02 \$
<b>TOTAL</b>	<b>187 140,91 \$</b>

Dépenses réelles en ressources informationnelles au 31 janvier 2025		
<b>Dépenses totales au 31 janvier 2025</b>		<b>187 140,89 \$</b>
<b>Rémunération</b>		
	‰	
Coordonnatrice de l'administration	10	5 426,85 \$
Conseiller en TI et sécurité	100	82 229,17 \$
		<b>87 656,02 \$</b>
<b>Fonctionnement</b>		
<b>Ressources externes</b>		
Consultant GLC	43 781,80 \$	Travaux d'intégration Web et l'infonuagique pour accompagnement du CSF dans des projets majeurs et chargé de projet SharePoint
Chuck & Co	7 681,25 \$	Bilan de santé et accompagnement - Mise en œuvre des solutions M365
Umbrella	6 248,25 \$	Soutien horaire et surveillance des équipements
		<b>57 711,30 \$</b>
<b>Impartition auprès d'un autre OP</b>		
Fond de la cybersécurité et du numérique (MCN)	15 504,83 \$	Communications informatiques (Lien RITM) et communication téléphoniques, (informatique RITM 984,45 \$/mois, Téléphonie 774\$/mois)
		<b>15 504,83 \$</b>
<b>Acquisition</b>		
Canva	149,99 \$	Logiciel de graphisme Canva
Cpanel	377,85 \$	Frais de licences
Licence téléphonie Teams	4 089,60 \$	28 licences pour la téléphonie Teams
SurveyMonkey	3 024,00 \$	Abonnement premium annuel
Licence Zoom	148,98 \$	Abonnement pour un mois
Licences Creative Cloud	4 247,64 \$	Location annuelle Adobe pro pour graphiste et Tech graphique
Licences Acrobat Pro	743,76 \$	Renouvellement de 2 licences pour un an
Matériels informatique	395,44 \$	Clavier, cables, pile pour portable et souris
Services Microsoft	2 786,75 \$	Services divers Microsoft
Technologie Umbrella	1 193,50 \$	Remplacement du Sonicwall abonnement de 3 ans - Soutien
Technologie Umbrella	4 611,30 \$	Veeam Cloud (sauvegarde infonuagique)
Technologie Umbrella	700,00 \$	Veeam backup pour Microsoft 365
Technologies Umbrella	230,00 \$	Certificat SSL (site web du Conseil et de la gazette)
		<b>22 698,81 \$</b>
<b>Location</b>		
Konica Minolta	1 592,91 \$	Location photocopieur
		<b>1 592,91 \$</b>
<b>Autres frais</b>		
Buzzsprout	448,22 \$	Hébergement de balados
Cyberimpact	1 528,80 \$	Base de données
		<b>1 977,02 \$</b>

**G41**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

### Renseignements généraux

### Étude des crédits 2025-2026

# G41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

Réponse :

### FICHE COMPLÉMENTAIRE

Taux d'absentéisme pour l'année 2024-2025\*

Catégorie d'emploi	Année-personne en lien d'emploi	Année-personne en absence	Taux d'absentéisme global (%)	Année-personne en absence maladie	Taux d'absentéisme maladie (%)
Cadres	2,92	0,40	<b>13,85</b>	0,00	<b>0,07</b>
Professionnels	16,82	5,12	<b>30,46</b>	1,74	<b>10,35</b>
Techniciens et assimilés	4,71	0,81	<b>17,13</b>	0,11	<b>2,39</b>
Personnel de bureau	0,80	0,19	<b>24,30</b>	0,03	<b>3,33</b>

\* Données au 31 janvier 2025

G42

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié de cet avantage.

Réponse :

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 et le 31 janvier 2025, le Conseil du statut de la femme n'a fait aucun paiement à des associations professionnelles et aucun remboursement de cotisation à un membre du personnel.

G43

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme a réalisé un sondage en 2024-2025 :

- e) La firme retenue : Léger Marketing Inc.
- f) Les coûts : 9 994 \$ (payé le 28 mars 2024)

Les sous-questions a), b), c), et d) ne semblent pas pertinentes à l'études des crédits.

**G44**

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas de dépense visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre.

**G45**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

**G46**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

**G47**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a investi aucune somme en ce sens.

Le [Plan d'action de développement durable 2023-2028](#) est disponible sur le site internet du Conseil.

**G48**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G49**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

Réponse :

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'aux Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

**G49**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

**Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027**

Action 52 sous la responsabilité du CSF : Étudier le recours à la justice réparatrice par des personnes victimes ou des auteurs de violence conjugale

Travaux en 2024-2025 :

- Rédaction de l'avis
- Sortie publique de l'avis en juin 2024
- Production d'outils de vulgarisation
- Réalisation d'activités de diffusion

**Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027**

Action transversale 6 (AT6) sous la responsabilité du CSF : Étudier les répercussions du télétravail sur les femmes

Travaux en 2024-2025

- Recension des écrits
- Repérage et analyse de données statistiques
- Sondage auprès des femmes et des hommes adultes pour comparer leur expérience de télétravail

**Plan gouvernemental sur l'accès à l'avortement 2024-2027**

Action 4.1.1 sous la responsabilité du CSF : Mener une étude sur la prestation des services d'avortement au Québec à travers l'expérience des femmes et la perspective des membres du personnel

Travaux en 2024-2025

- Recension des écrits
- Repérage et analyse de données statistiques

Au 31 janvier 2025, les actions sous la responsabilité du CSF contenues dans les stratégies gouvernementales et les plans d'action ont été réalisés à même le budget de fonctionnement 2024-2025 et budget de rémunération 2024-2025. Les coûts susceptibles d'avoir été engagés dans le cadre de la réalisation des différentes actions sont :

- L'acquisition de documents et de périodiques
- Le temps-personne (rémunération);
- Les frais de révision linguistique;
- Les frais d'impression;
- Les frais de déplacement lors de la présentation.

G50

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 janvier 2025;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Réponse :

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante :

[https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique\\_cadre\\_teletravail.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf)

**G51**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a dépensé aucune somme pour l'acquisition de matériel pour fins de télétravail.

**G52**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a dépensé aucune somme en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse suivante : [Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#).

**G53**

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

[Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G53

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

DATE	BUT	PERSONNES PRÉSENTES	COÛT ESTIMÉ	FOURNISSEUR(S)
2024-04-22	Accueil délégation OFQJ France	<u>CSF</u> : 3 personnes <u>Délégation</u> : 27 personnes	300 \$	Café Second Cup
2024-06-19	Rencontre du personnel : - Rapport annuel et sondage mobilisation - Offre de service en matière de ressources humaine du MRIF	<u>CSF</u> : 24 personnes <u>MRIF</u> : 2 personnes	2 210 \$	Monastère des Augustines
2024-09-18	278 <sup>e</sup> assemblée des membres à Québec	<u>Membres</u> : 11 personnes <u>CSF</u> : 7 personnes	4 730 \$	Café Second Cup Traiteur Hop la toque Hôtel Château Laurier
2024-09-25	Rencontre du personnel : Dossiers du CSF - Recours à la justice réparatrice par des personnes victimes de violence conjugale - Campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes - Protection juridique des personnes vivant en union de fait	<u>CSF</u> : 23 personnes	80 \$	Café Second Cup
2024-11-26	279 <sup>e</sup> assemblée des membres à Montréal	<u>Membres</u> : 10 personnes <u>CSF</u> : 6 personnes	7 210 \$	ITHQ
2024-12-04 et 2025-01-15	Rencontres du personnel : - Monde juridique 101 - Utilisation de l'intelligence artificielle générative dans l'administration publique québécoise	<u>CSF</u> : 25 personnes <u>Externe</u> : 4 décembre 2024 : 1 personne 15 janvier 2025 : 2 personnes	120 \$	Second cup
2024-12-17	Rencontre de la Direction des communications et du Web	<u>DCW</u> : 9 personnes	76 \$	Musée de la civilisation

G54

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). [Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

G54

Liste des formations, conférences, journées d'activités ou ateliers auxquels ont participé les employés du Conseil du statut de la femme. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

Données du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	Nombre de personnes	LIEU	COÛT TOTAL
Atelier de formation dédié aux collaboratrices et collaborateurs impliqués dans la réalisation des activités de fermeture annuelle de SAGIR 2024-2025	MCN	3	Virtuel	0 \$
Colloque Les femmes et la politique : de défis en succès	Groupe Femmes Politique et Démocratie (GFPD)	1	Hôtel Château Laurier Québec Québec	75 \$
Colloque du 175 <sup>e</sup> anniversaire de la Cour d'appel et du Barreau de Québec	Barreau du Québec	1	Centre des congrès de Québec Québec	185 \$
Colloque Renouveau de la recherche féministe en santé : enjeux et nouvelles pratiques	Réseau québécois en études féministes (RÉQEF)	1	Université du Québec à Montréal (UQAM) Montréal	0 \$
Communications internes et externes : une stratégie intégrée pour Revenu Québec	Journées des communications gouvernementales 2025	4	Virtuel	0 \$
Conférence de l'honorable Suzanne Côté - L'exercice du pouvoir judiciaire : entre légitimité, séparation des pouvoirs et évolution du droit	Université Laval	1	Musée national des beaux-arts du Québec Québec	80 \$
Conférence-midi hybride / La charge esthétique : penser la mise en beauté dans le quotidien des femmes en couple hétérosexuel	Université de Montréal et UQAM	1	Virtuel	0 \$
Congrès des archivistes	Association des archivistes du Québec	1	Centre des congrès Rivière-du-Loup	550\$
Congrès de l'association de référence pour assurer la pérennité, l'avancement et la vitalité des sciences et de la recherche en français (ACFAS)	ACFAS	6	Virtuel	530 \$

**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	Nombre de personnes	LIEU	COÛT TOTAL
Congrès des professionnel.le.s de l'information	Fédération des milieux documentaires	1	Centre de congrès Palace Laval	325 \$
Démystifier les enjeux éthiques de l'intelligence artificielle	SCT	1	Virtuel	0 \$
Distanciel, institut d'été sur la procréation assistée	Centre de recherche interdisciplinaire sur les problèmes conjugaux et les agressions sexuelles	1	Virtuel	250 \$
Excel Solidifiez vos connaissances	Association du personnel de soutien administratif du Québec (APSAQ)	1	Virtuel	0 \$
Explorez votre potentiel créatif	Portail d'apprentissage SCT	1	Virtuel	0 \$
Formation de base pour les avocats pratiquant devant le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et violence conjugale	Barreau du Québec	1	Virtuel	30 \$
Formation des responsables de la gestion de l'éthique et de l'intégrité	SCT et Protecteur du citoyen	1	Virtuel	0 \$
Forum des partenaires en égalité	Secrétariat à la condition féminine (SCF)	1	Centre des congrès de Québec Québec	0 \$
Héma-Québec - Utiliser l'IA pour gagner en efficacité sur les réseaux sociaux, tout en restant humain et empathique	Journées des communications gouvernementales 2025	4	Virtuel	0 \$
Innové ou disparaître : comprendre l'intelligence artificielle et ses enjeux dans la pratique du droit	Barreau du Québec	1	Virtuel	0 \$
L'éthique : lever le voile sur une confusion tenace	Fondation du Barreau	1	Virtuel	30 \$
La collaboration intersectorielle dans la fonction publique : des co-bénéfices pour les institutions et la population	Institut d'administration publique du Québec (IAPQ)	4	Virtuel	0 \$
La politique est l'affaire des élus, l'administration est l'affaire des fonctionnaires.	Portail d'apprentissage SCT	1	Virtuel	0 \$
La protection contre la discrimination avant l'embauche	Barreau du Québec	1	Virtuel	55,43 \$
La structure légale et réglementaire	Portail d'apprentissage SCT	2	Virtuel	0 \$

**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	Nombre de personnes	LIEU	COÛT TOTAL
La surveillance électronique des employées et employés au Québec : prévalence, préoccupations et pistes d'action	Projet de recherche mené conjointement par la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et l'UQAM	1	Virtuel	0 \$
Le syndicat dans la fonction publique	Portail d'apprentissage SCT	1	Virtuel	0 \$
L'élaboration et l'adoption des lois	Portail d'apprentissage SCT	5	Virtuel	0 \$
Les 4 clés pour maîtriser Outlook en 2023	APSAQ	1	Virtuel	0 \$
Les principes d'équité, de diversité e d'inclusion : au-delà des mythes et des pièges	Barreau du Québec	1	Virtuel	17,25\$
Les projets de loi : de l'élaboration jusqu'à l'adoption	Portail d'apprentissage SCT	1	Virtuel	0 \$
Matinée Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)	Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP)	1	Conseil de gestion de l'assurance parentale Québec	0 \$
Ministère des Transports et de la Mobilité durable - Rédiger pour le Web avec l'outil d'intelligence artificielle Jasper : une panacée?	Journées des communications gouvernementales 2025	4	Virtuel	0 \$
Microsoft TEAMS	APSAQ	1	Virtuel	0 \$
Mieux collaborer avec vos gestionnaires grâce à OneNote	APSAQ	1	Virtuel	0 \$
Miser sur la transparence : le lobbyisme au Québec	Portail d'apprentissage SCT	1	Virtuel	0 \$
Outlook, un tableau de bord puissant	APSAQ	1	Virtuel	0 \$
Partage des connaissances - Présentation résultat sondage et de l'offre de service en ressources humaine du MRIF	Conseil du statut de la femme (CSF) - Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)	24	Monastère des Augustines Québec	0 \$
Partage des connaissances - Recours à la justice réparatrice par des personnes victimes de violence conjugale / Protection juridique des personnes vivant en union de fait (droit de la famille)	CSF	22	CSF Québec	0 \$

**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

ACTIVITÉ	FOURNISSEUR	Nombre de personnes	LIEU	COÛT TOTAL
Partage des connaissances - Éthique dans la fonction publique et dans l'utilisation des médias sociaux.	SCT	22	CSF Québec	0 \$
Partage des connaissance - Conflits d'intérêts	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	23	Conseil du statut de la femme (CSF) Québec	0 \$
Partage des connaissances : Monde juridique 101	Éducaloi	24	CSF Québec	3 250 \$
Partage des connaissances : Utilisation de l'intelligence artificielle générative dans l'administration publique québécoise	MCN	22	CSF Québec	0 \$
Réalisation du Parcours des gestionnaires-leaders, niveau Progression (PGL-PROG) à distance	École nationale d'administration publique (ENAP)	1	Virtuel	3 179 \$
Réalisation du Parcours des gestionnaires-leaders, niveau Progression (PGL-PROG) débutant	ENAP	1	Virtuel	3 179 \$
Réalisation du Parcours des gestionnaires-leaders, niveau Progression (PGL-PROG) à distance (option coaching)	ENAP	1	Virtuel	2 585 \$
Rédiger avec l'IA générative : avantages, limites et impacts en milieu de travail	Université Laval	1	Virtuel	190,00 \$
Rétroaction et reconnaissance au quotidien pour stimuler le fonctionnement optimal	Portail d'apprentissage	2	Virtuel	0 \$
Savoir travailler dans un contexte hybride : Les trois incontournables pour réussir	Portail d'apprentissage	1	Virtuel	0 \$
Séminaire 2024 : La transparence au service de la fonction publique	Forum des jeunes de la fonction publique	3	ÉNAP Québec	465 \$
Sûreté du Québec - Le pari réussi de la SQ : moderniser les communications d'une organisation de plus de 150 ans	Journées des communications gouvernementales 2025	4	Virtuel	0 \$
Survole 365 pour professionnels	APSAQ	1	Virtuel	0 \$
Ton régime de retraite... Une protection bien construite!	Portail d'apprentissage	1	Virtuel	0 \$
Travail en mode hybride	Portail d'apprentissage	1	Virtuel	0 \$
Webinaires IAPQ : Abonnement institutionnel annuel 2024-2025	IAPQ	5	Virtuel	560,45 \$

**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2025-2026**

<b>ACTIVITÉ</b>	<b>FOURNISSEUR</b>	<b>Nombre de personnes</b>	<b>LIEU</b>	<b>Coût TOTAL</b>
- Instaurer une culture de reconnaissance : l'affaire de tous	IAPQ	3	Virtuel	0 \$
- L'intelligence artificielle au bénéfice des administrations publiques : impact et solutions envisagées	IAPQ	4	Virtuel	0\$
- La bonification de l'expérience employé : plus qu'une tendance	IAPQ	4	Virtuel	0 \$
- Performance organisationnelle	IAPQ	4	Virtuel	0 \$
Webinaire - Avis sur la justice réparatrice du CSF	CSF	1	Virtuel	0 \$
Webinaire sur le déclassé dans SharePoint Online	Association des archivistes du Québec	2	Virtuel	0 \$
Word - Les fonctions avancées	APSAQ	1	Virtuel	0 \$

**G55**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a réalisé aucun concours ni tirage.

<b>G56</b>	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;</li> <li>b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;</li> <li>c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;</li> <li>d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</li> </ul>
------------	--

Réponse :

- a) Un gestionnaire : Directrice des communications et du Webs  
8 ressources :
  - 1 x Responsable de la Gazette des femmes
  - 3 x Conseillères en communication
  - 1 x Conseillère en communication graphique et multimédia
  - 1 x Webmestre
  - 1 x Technicienne graphiste
  - 1 x Technicienne de direction
  
- b) Dépenses de fonctionnement de la direction des communications et du Web du 1 avril au 31 janvier 2025 : 196 540 \$
- c) Aucune rencontre a eu lieu
- d) Article 79 : Abonnement aux services de veille gouvernementale et parlementaire 457,67 \$ mensuellement. Total : 5 492,04 \$
  - Influence Communication : Service de veille de la presse écrite  
Total : 6 039,87 \$
  - Influence Communication : Service de veille des médias électroniques  
Total : 4 090,19 \$

**G57**

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
- b) le type d'incidents;
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

Réponse :

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

G58

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour
- e) Les procès-verbaux
- f) Le coût détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

Réponse :

En 2024-2025, le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucune rencontre de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule ».

**G59**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun stagiaire.

**G60**

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

- a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucune consultation avec les Autochtones.

**G61**

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse :

[Accès à l'information – Conseil du statut de la femme.](#)

**G61**

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

Le Conseil du statut de la femme n'a pas conclu de contrat au-dessus du seuil d'appel d'offres public en biens et services. Par conséquent, 100 % des contrats octroyés ont été conclus de gré à gré.

**G62**

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G63**

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42<sup>e</sup> législature.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G64**

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

**G65**

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Conseil à l'adresse : [Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#).

**G66**

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

**G67**

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Réponse :

La valeur des actifs nets est de 24 892,97 \$. Elle provient du système comptable SAGIR au 31 janvier 2025.

**G68**

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

**G68**

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

Les coûts de systèmes représentent les coûts de fonctionnement au 31 janvier 2025.

<b>BUDGET - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>DÉPENSES FONCTIONNEMENT</b>	<b>BUDGET 2024-2025</b>	<b>DÉPENSES RÉELLES</b>	<b>TAUX</b>
3447000 - Bureau de la présidente	15 000 \$	7 526 \$	50 %
3447100 - Direction de la recherche et de l'analyse	64 000 \$	18 632 \$	29 %
3447200 - Direction des communications et du Web	297 400 \$	196 540 \$	66 %
3447400 - Secrétariat général et direction de l'administration	584 800 \$	417 423 \$	71 %
AMORTISSEMENT	15 000 \$	11 797 \$	79 %
<b>Total Fonctionnement (incluant amortissement)</b>	<b>976 200 \$</b>	<b>651 918 \$</b>	<b>67 %</b>
<b>BUDGET INVESTISSEMENT RI et autres tangibles</b>	<b>17 800 \$</b>	<b>5 394 \$</b>	<b>30 %</b>

**G69**

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

Réponse :

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

G70

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca/>.

## CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

### Renseignements généraux

### Étude des crédits 2025-2026

# G70

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Réponse :

### FICHE COMPLÉMENTAIRE

Un contrat a fait l'objet d'un avenant autorisé par la présidente, comme prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics

Fournisseur	Objet du contrat	Montant de l'avenant	Montant final du contrat
Consultant GLG	Travaux d'intégration Web et l'infonuagique en accompagnement du Conseil du statut de la femme en vue de projet majeur	20 000 \$	138 664 \$

<b>G71</b>	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2023-2024 et en 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;</li> <li>b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);</li> <li>c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;</li> <li>d) e nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.</li> </ul>
------------	---

Réponse :

Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025, le Conseil du statut de la femme a reçu 4 demandes d'accès à l'information :

- a) Aucun montant n'a été facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) Aucune demande n'a fait l'objet de refus;
- c) Les 4 demandes ont été traitées dans un délai inférieur à 20 jours;
- d) Aucune demande n'a été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion 2024-2025 du Conseil du statut de la femme.

**G72**

Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

**G73**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Réponse :

Aucun comité n'a été formé par le Conseil exécutif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026  
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
OPPOSITION OFFICIELLE  
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
OPPOSITION OFFICIELLE – PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC**

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>#</b>	<b>Sujet de la question</b>
<b>48</b>	Participation colloques ou congrès par la présidente
<b>49</b>	Effectifs, budget et avis
<b>50</b>	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine
<b>51</b>	Mandat confié au CSF
<b>52</b>	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
<b>53</b>	Comités sur lesquels siège le CSF

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
OPPOSITION OFFICIELLE – PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC****TABLE DES MATIÈRES ANNOTÉE**

<b>#</b>	<b>Sujet de la question</b>	<b>Réponse brève</b>	<b>Fiche complémentaire</b>
<b>48</b>	Participation colloques ou congrès par la présidente	Se référer au règlement sur la diffusion – site Web du CSF	Dépenses de rencontres : 429 \$
<b>49</b>	Effectifs, budget et avis	26 personnes (excluant TES) / Capitale-Nationale	S. O.
<b>50</b>	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine	Non pertinent	2 rencontres
<b>51</b>	Mandat confié au CSF	1 mandat : Plan d'action gouvernemental sur l'avortement	S. O.
<b>52</b>	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF	1 avis 5 mémoires 1 étude 1 portrait statistique 10 éditions numériques 10 éditions GF	S. O.
<b>53</b>	Comités sur lesquels siège le CSF	9 comités	S. O.

RP48

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participant.es, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). [Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

RP48	<p>Concernant le bureau de la présidence du CSF :</p> <p>a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;</p> <p>b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;</p> <p>c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;</p> <p>d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.</p>
------	--

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

**Liste des participations à des colloques ou à des congrès de la présidente**

2024-2025 Dépenses encourues colloques congrès du 1 <sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025		
Rencontre	Date	Coût
1. Échange entre le premier ministre de la République française, M. Gabriel Attal et le premier ministre du Québec, M. François Legault	2024-04-12	<b>29 \$</b> Inscription
2. Colloque Les femmes et la politique : de défis en succès (GFPD) – Hôtel Château Laurier	2024-12-06	<b>Total : 95 \$</b> Inscription 75 \$ Transport 20 \$
3. Colloque du 175 <sup>e</sup> anniversaire de la Cour d’appel et du Barreau de Québec	2024-11-28	<b>185 \$</b> Inscription
4. Visioconférence CORIM - Une coopération multilatérale efficace dans un monde en mutation	2024-12-12	<b>45 \$</b> Inscription
5. Lancement de l’exposition du 175 <sup>e</sup> anniversaire du Barreau	2024-05-09	<b>75 \$</b> Inscription
Total – Frais d’inscription		409 \$
Total – Frais de transport		20 \$
<b>Grand total</b>		<b>429 \$</b>

\*Les coûts qui ont été comptabilisés après le 31 janvier 2025 n’apparaissent pas sur la fiche.

<b>RP49</b>	Concernant le Conseil du statut de la femme, pour la dernière année financière : a) Liste des effectifs en poste, ventilés par région ; b) budget alloué, ventilé par grandes catégories ; c) liste des avis remis au gouvernement.
-------------	--

Réponse :

**a) Liste des effectifs en poste au 31 janvier 2025, ventilés par région**

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
Capitale-Nationale	3	17	6	1	26
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>17</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>26</b>

\* Exclut la titulaire d'emploi supérieur

**b) Budget alloué en 2024-2025, ventilé par grandes catégories**

Relations internationales et Francophonie					
<b>PROGRAMME 3</b>					
<b>Condition féminine</b>					
(en milliers de dollars)					
	Budget de dépenses 2024-2025	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits 2024-2025	Crédits 2023-2024
<b>Éléments</b>					
1. Conseil du statut de la femme	3 663,3	15,0	17,8	<b>3 666,1</b>	3 615,8
2. Secrétariat à la condition féminine	29 683,4	5,0	10,0	<b>29 688,4</b>	29 088,1
	<b>33 346,7</b>	<b>20,0</b>	<b>27,8</b>	<b>33 354,5</b>	<b>32 703,9</b>
<b>Crédits à voter</b>				<b>33 354,5</b>	32 703,9
Ce programme vise à assurer l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes par la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte contre l'homophobie et la transphobie.					

<b>Ventilation par supercatégorie</b>					
(en milliers de dollars)					
	Éléments		2024-2025	2023-2024	
	1	2			
<b>Budget de dépenses</b>					
Rémunération	2 687,1	4 883,9	<b>7 571,0</b>	7 433,8	
Fonctionnement	976,2	848,2	<b>1 824,4</b>	1 837,9	
Transfert	-	23 951,3	<b>23 951,3</b>	23 424,4	
	<b>3 663,3</b>	<b>29 683,4</b>	<b>33 346,7</b>	<b>32 696,1</b>	
<b>Budget d'investissements</b>					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	5,0	3,0	<b>8,0</b>	8,0	
Immobilisations en ressources informationnelles	12,8	7,0	<b>19,8</b>	19,8	
	<b>17,8</b>	<b>10,0</b>	<b>27,8</b>	<b>27,8</b>	
Budget de dépenses 2024-2025					
17-7					

**c) Liste des avis remis au gouvernement**

Voir la réponse à la fiche no. 52 des renseignements particuliers de l'opposition officielle produite par le CSF.

**RP50**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2024-2025.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**RP50**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2024-2025.

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

**Rencontre entre la présidente et la ministre responsable de la Condition féminine entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 et le 31 janvier 2025**

2024-06-12	Lancement du bilan 50 ans au Musée de la civilisation
2024-10-15	Rencontre ministre au MRIF

RP51

Liste de tous les mandats confiés au CSF depuis le 1<sup>er</sup> avril 2024.

Réponse :

Un nouveau mandat a été confié au CSF par la ministre responsable de la Condition féminine entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 et le 31 janvier 2025 :

- Mener une étude sur la prestation des services d'avortement au Québec à travers l'expérience des femmes et la perspective des membres du personnel (novembre 2024).

RP52

Fournir, pour 2024-2025, la liste des documents produits suivants :  
a) avis;  
b) mémoires;  
c) études;  
d) communications publiques;  
e) statistiques.

Réponse :

Documents produits entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 janvier 2025 et qui ont été mis en ligne :

**a) Avis**

- Justice réparatrice en matière de violence conjugale

**b) Mémoires**

- Mémoire sur le projet de loi n° 56 – Droit de la famille
- Commentaires sur le projet de loi n° 57 visant à protéger les personnes élues et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions
- Mémoire sur le projet de loi n° 62 – Des conditions pour l'octroi de contrats publics en vue de soutenir la présence de femmes dans le secteur de la construction
- Mémoire sur le projet de loi n° 71 concernant le régime d'assistance sociale
- Loi électorale : un levier pour la parité. Mémoire déposé dans le cadre de la consultation d'Élections Québec sur la Loi électorale

**c) Études**

- L'égalité entre les femmes et les hommes : Regard sur 50 ans d'évolution au Québec (PDF sorti en février 2024, version papier en juin 2024).

**Statistiques**

- Portrait des Québécoises édition 2024 : Violence

**d) Communications publiques**

**Éditions numériques**

- L'égalité entre les femmes et les hommes : Regard sur 50 ans d'évolution au Québec
- Campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes 2024
- Campagne du 8 mars, afin de souligner le 85<sup>e</sup> anniversaire du droit de vote et d'éligibilité des femmes au Québec sous le thème « Nos voix portent nos droits »
- Avis sur la justice réparatrice en matière de violence conjugale
- Portrait des Québécoises, édition 2024
- Mémoire sur le projet de loi n° 56 – Droit de la famille
- Commentaires sur le projet de loi n° 57 visant à protéger les personnes élues et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions
- Mémoire sur le projet de loi n° 62 – Des conditions pour l'octroi de contrats publics en vue de soutenir la présence de femmes dans le secteur de la construction
- Mémoire sur le projet de loi n° 71 concernant le régime d'assistance sociale
- Loi électorale : un levier pour la parité. Mémoire déposé dans le cadre de la consultation d'Élections Québec sur la Loi électorale

**Stratégie numérique multiplateforme**

- Publications sur les comptes Instagram, Twitter, Facebook et LinkedIn en continu
- Magazine *Gazette des femmes* (GF) : 10 éditions thématiques :
  - Vieillir femme, vivre de son temps
  - Les espaces sécuritaires, une sphère à bâtir
  - L'influence sociale des femmes : hors des sentiers battus
  - Traces et transmission : mémoires d'avenir
  - Femmes et sciences : une identité savante
  - La santé des femmes, une question de genre
  - Violences de genre : recoller le contrat social
  - Féminisme et spiritualité : le sens du monde
  - Reculs, ressac et nouveaux visages d'inégalités
  - Droit de vote d'éligibilité : la voix des femmes depuis 85 ans

**RP53**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2024-2025.

Réponse :

Le personnel du Conseil du statut de la femme a siégé aux comités suivants en 2024-2025 :

- Comités et chantiers du Secrétariat à la condition féminine sur les violences conjugale et sexuelle
- Comité interministériel – Plan d’action gouvernemental sur l’avortement
- Table des partenaires femmes et politique municipale, co-présidée par le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Affaires municipales et de l’Habitation
- Comité d’examen des décès liés à la violence conjugale dirigé par la coroner en chef du Québec
- Comité de sélection du prix égalité Thérèse-Casgrain
- Comité de sélection du prix Femmes, vie et démocratie municipales
- Comité de révision de la grille d’évaluation des manuels scolaires (MEQ)
- Comité parité du Programmes d’accès à l’égalité en emploi (PAEE) de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)
- Comité interministériel sur l’utilisation de l’intelligence artificielle dans la fonction publique québécoise (ministère de la Cybersécurité et du Numérique)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026  
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
2<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION\*  
QUÉBEC SOLIDAIRE

\*Aucune question adressée au Conseil du statut de la femme  
par le 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026  
CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
3<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION  
PARTI QUÉBÉCOIS

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

## RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS 3<sup>E</sup> OPPOSITION – PARTI QUÉBÉCOIS

### TABLE DES MATIÈRES

#	Sujet de la question
75	Rencontres du Bureau de la présidence
76	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine
77	Différence entre les dépenses prévues et réelles
78	Effectifs par région
79	Organigramme
80	Mandats confiés au CSF
81	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF
82	Comités sur lesquels siège le CSF
83	Comités sur lesquels ne siège plus le CSF depuis la fermeture des bureaux régionaux
84	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employé(e)s du CSF

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026 - CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
3<sup>E</sup> OPPOSITION – PARTI QUÉBÉCOIS****TABLE DES MATIÈRES ANNOTÉE**

#	Sujet de la question	Réponse brève	Fiche complémentaire
75	Rencontres du Bureau de la présidence	Se référer au règlement sur la diffusion – site Web du CSF	Dépenses de tous types de rencontres : 5 928 \$
76	Rencontres avec la ministre de la Condition féminine	Non pertinent	Voir fiche complémentaire no. RP50 de l'opposition officielle
77	Différence entre les dépenses prévues et réelles	Réponse par le SCT	Budget – Voir fiche complémentaire no. 30 des renseignements généraux
78	Effectifs par région	26 personnes / Capitale-Nationale	Voir fiche no. RP49 de l'opposition officielle
79	Organigramme	Organigramme du site Web	S. O.
80	Mandats confiés au CSF	Voir fiche no. RP51 de l'opposition officielle	S. O.
81	Avis et mémoires produits ou publiés par le CSF	Voir fiche no. RP52 de l'opposition officielle	S. O.
82	Comités sur lesquels siège le CSF	Voir fiche no. RP53 de l'opposition officielle	S. O.
83	Comités sur lesquels ne siège plus le CSF depuis la fermeture des bureaux régionaux	Non pertinent	Contexte de fermeture et actions prises pour rejoindre les régions
84	Ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employé(e)s du CSF	Se référer au règlement sur la diffusion – site Web du CSF	Voir fiche complémentaire no. 54 des renseignements généraux

RP75

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
- b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;
- d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

[Accès à l'information – Conseil du statut de la femme](#)

RP75	<p>Concernant le bureau de la présidence du CSF :</p> <p>a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;</p> <p>b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;</p> <p>c) frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; ventilés pour chacun des événements ou déplacements;</p> <p>d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.</p>
------	--

Réponse :

**FICHE COMPLÉMENTAIRE**

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents : 24  
 b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre

2024-2025		
Dépenses encourues du 1 <sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025		
Rencontre	Date	Coût
1. ENAP - Comité orientation Balado Mission : services publics - Montréal	2024-04-02	<b>Total : 881 \$</b> Repas 126 \$
2. CORIM-Déjeuner-causerie - Montréal	2024-04-03	Hébergement 487 \$ Transport 268 \$
3. Dîner retraite d'une employée	2024-04-24	<b>35 \$</b> Repas
4. Étude des crédits à l'Assemblée nationale du Québec	2024-04-25	<b>16 \$</b> Transport
5. Évènement Barreau du Québec	2024-05-30	<b>Total : 101 \$</b> 21 \$ Transport 80 \$ Inscription
6. Lancement du bilan, 50 <sup>e</sup> anniversaire du Conseil du statut de la femme	2024-06-12	<b>30 \$</b> Transport
7. Conférence Isabelle Ferreras, Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT) et Université Laval	2024-06-18	<b>25 \$</b> Transport
8. Rencontre avec stagiaires - Fondation Jean-Charles-Bonenfant	2024-06-25	<b>12 \$</b> Transport
9. Invitation 14 juillet 2024 - Consulat général de France	2024-07-14	<b>23 \$</b> Transport
10. Table ronde, 30 <sup>e</sup> anniversaire des ex-partenaires	2024-09-10	<b>8 \$</b> Transport
11. Rencontre avec la vice-présidente du Conseil	2024-09-13	<b>39 \$</b> Repas
12. Activité dans le cadre de la visite du président de la République Emmanuel Macron au Québec	2024-09-26	<b>Total : 604 \$</b> Repas 58 \$ Hébergement 209 \$ Transport 337 \$
13. 30 <sup>e</sup> Anniversaire cercle des Ex-parlementaires	2024-10-09	<b>9 \$</b> Transport
14. Club des 15	2024-10-28	<b>75 \$</b> Repas
15. 46 <sup>e</sup> cérémonie de remise des Prix du Québec	2024-10-29	<b>34 \$</b> Transport

**RP75**

(suite)

Réponse :

2024-2025		
Dépenses encourues du 1 <sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025		
Rencontre	Date	Coût
16. Conférence Dominique Savoie	2024-10-31	7 \$ Transport
17. Réunion d'affaires	2024-11-07	29 \$ Repas
18. Présentation sur la Justice réparatrice - Équijustice	2024-11-14	19 \$ Transport
19. Soirée-bénéfice du YWCA : De l'ombre à la lumière (pour les femmes dans le besoin ; achat de 6 billets)	2024-11-20	<b>Total : 2 403 \$</b> Transport 33 \$ Billets (6) 2 370 \$
20. Rencontre vice-présidente du Conseil	2024-11-25	98 \$ Repas-fonction
21. 279 <sup>e</sup> Assemblée des membres à Montréal	2024-11-25 2024-11-26	<b>Total : 638 \$</b> Hébergement 250 \$ Repas 27 \$ Transport 361 \$
22. Nouvel An au Consulat général des États-Unis à Québec	2025-01-15	10 \$ (Transport)
23. Réception d'échange de vœux avec les membres du corps consulaire pour l'année 2025	2025-01-28	35 \$ (Transport)
24. Chambre de commerce française, participation panel - Québec/France « Égalité en Action : Quand les entreprises façonnent l'avenir des femmes »	2025-01-25 2025-01-26	196 \$ (Transport)
<b>Total :</b>		<b>5 327 \$</b>

**c) Frais de représentation**

Frais de représentation (dépenses de fonction)	172 \$
<b>Total</b>	<b>172 \$</b>

**d) Liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants (inclut les conférences en ligne)**

2024-2025		
Dépenses encourues colloques congrès du 1 <sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025		
Rencontre	Date	Coût
1. Échange entre le premier ministre de la République française, M. Gabriel Attal et le premier ministre du Québec, M. François Legault	2024-04-12	29 \$ Inscription
2. Colloque Les femmes et la politique : de défis en succès (GFPD) – Hôtel Château Laurier	2024-12-06	<b>Total : 95 \$</b> Inscription 75 \$ Transport 20 \$
3. Colloque du 175 <sup>e</sup> anniversaire de la Cour d'appel et du Barreau de Québec	2024-11-28	185 \$ Inscription
4. Visioconférence CORIM - Une coopération multilatérale efficace dans un monde en mutation	2024-12-12	45 \$ Inscription

**RP75**

(suite)

Réponse :

2024-2025 Dépenses encourues colloques congrès du 1 <sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025		
Rencontre	Date	Coût
5. Lancement de l'exposition du 175 <sup>e</sup> anniversaire du Barreau	2024-05-09	<b>75 \$</b> Inscription
Total – Frais d'inscription		409 \$
Total – Frais de transport		20 \$
<b>Grand total</b>		<b>429 \$</b>

\*Les coûts qui ont été comptabilisés après le 31 janvier 2025 n'apparaissent pas sur la fiche.

**RP76**

Nombre de rencontres entre la présidente du CSF et la ministre responsable de la Condition féminine en 2024-2025.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**RP77**

Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2024-2025.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**RP78**

Liste de l'effectif du CSF, ventilé par région, pour les trois dernières années.  
Fournir les prévisions pour 2025-2026.

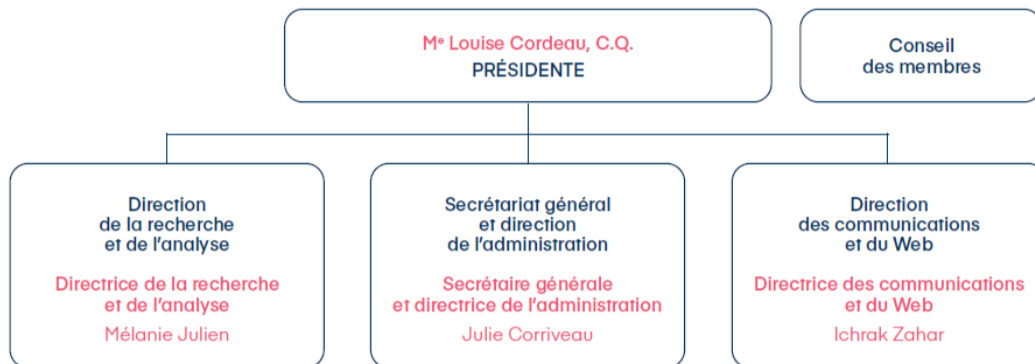
Réponse :

Voir Renseignements particuliers de l'opposition officielle PLQ RP49

RP79

Organigramme du CSF.

Réponse :



**RP80**

Liste de tous les mandats confiés au CSF pour 2024-2025.

Réponse :

Voir Renseignements particuliers de l'opposition officielle PLQ n° RP51.

**RP81**

Fournir, pour 2024-2025, la liste des documents produits suivants :

- a) avis;
- b) mémoires;
- c) études;
- d) communications publiques;
- e) statistiques.

Réponse :

Voir Renseignements particuliers de l'opposition officielle PLQ n° RP52.

**RP82**

Liste de tous les comités auxquels siège le CSF en 2024-2025.

Réponse :

Voir Renseignements particuliers de l'opposition officielle PLQ n° RP53.

**RP83**

Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.

Réponse :

Les bureaux régionaux sont fermés depuis 2015, cette question semble donc non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

RP83

Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.

Réponse :

FICHE COMPLÉMENTAIRE

Les bureaux régionaux du Conseil du statut de la femme ont été fermés le 31 mars 2015. La collaboration avec les partenaires régionaux se poursuit depuis 10 ans.

- Le CSF siège sur différents comités et tables de concertation, voir la fiche de renseignements particuliers n° Q58 du premier groupe d'opposition.
- Le CSF tient à jour un répertoire d'organismes ressources et de groupes de femmes, tant régionaux que nationaux, dont la mission est d'offrir de l'accompagnement, du soutien et de l'aide aux femmes dans divers domaines de compétence.
- Différents portraits statistiques produits présentent des données statistiques selon les régions, par exemple :
  - Le Portrait des Québécoises, une publication annuelle qui rassemble les principales données statistiques sur les conditions des femmes dans différents domaines;
  - La présence des femmes dans divers lieux décisionnels et consultatifs, une brochure par région et pour l'ensemble du Québec sont produites périodiquement;
  - Un répertoire électronique a été mis en ligne par le CSF en 2023 dans le but de recenser et de partager les outils de prévention, de concertation ou d'intervention en violence conjugale qui sont produits par des organismes venant en aide aux femmes et aux filles dans l'ensemble des régions du Québec.
- La campagne 12 journées d'actions contre les violences faites aux femmes 2024 a été réalisée sous le slogan « **Refusons toutes les formes de violence!** ». Une infolettre et du visuel étaient disponibles à tous les organismes ainsi que sur l'ensemble des médias sociaux et sur le site Web. **Un nombre de 43 organismes qui œuvrent dans l'accompagnement de victimes de violence ont partagé le contenu de la campagne.**
- Le CSF a tenu également **un webinaire avec les organismes ressources et groupes de femmes des 13 différentes régions du Québec** afin de leur présenter l'avis sur la justice réparatrice.
- Dans le cadre du 50<sup>e</sup> anniversaire du CSF :
  - L'exposition itinérante a été, à ce jour, présentée dans plusieurs lieux publics de différentes régions du Québec et elle le sera également dans plusieurs autres régions dans les deux prochaines années, en 2025 et 2026.

Endroit	Ville/Région
<b>2024-2025</b>	
<b>La Grande Bibliothèque</b>	Montréal
<b>Bibliothèque Monique-Corriveau</b>	Québec
<b>Bibliothèque La Pintellec</b>	Lévis
<b>Bibliothèque Pierre-Georges-Roy</b>	Lévis
<b>Bibliothèque Jean-Gosselin</b>	Lévis
<b>Archives nationales à Montréal</b>	Montréal
<b>Bibliothèque de l'Université Laval</b>	Québec
<b>Musée POP</b>	Trois-Rivières
<b>Bibliothèque Roger-Maltais de l'Université de Sherbrooke</b>	Sherbrooke
<b>Société historique de la Côte-Nord</b>	Baie-Comeau
<b>Université du Québec à Rimouski</b>	Lévis
<b>École nationale d'administration publique</b>	Montréal
<b>Université du Québec à Montréal</b>	Montréal

**RP83**

Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.

Réponse :

Endroit	Ville/Région
<b>2024-2025</b>	
Musée d'histoire de Sherbrooke	Sherbrooke
<b>2025-2026</b>	
Maison LePailleur	Châteauguay
Domaine Joly-De-Lotbinière	Sainte-Croix
Cégep Gérard-Godin	Montréal
Institut maritime du Québec	Rimouski
Musée ilnu de Mashteuiatsh	Mashteuiatsh
Centre culturel Marie-Fitzbach	Saint-Georges

- La bande dessinée jeunesse *Cap Égalité* ainsi que le documentaire *Les héritières* sont partagés avec les milieux concernés auprès des régions. Plusieurs projections du documentaire dans des lieux publics dans toutes les régions sont aussi tenues.

Endroit	Ville/Région
<b>2024-2025</b>	
Office national du film du Canada	Montréal
Musée de la civilisation	Québec
Centre de femmes du Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu
Cohabitat Québec	Québec
Auditorium de la Grande Bibliothèque de BANQ	Montréal
Bibliothèque Marie-Ratté	Baie-des-Sables
Afeas	En formule virtuelle
Comité de condition féminine du Syndicat des Métallos	En formule virtuelle
Syndicat des travailleurs et travailleuses de la MRC d'Antoine-Labelle	Mont-Laurier
Commissaire à la lutte contre la corruption	Montréal
Bibliothèque Le Bouquinier	Saint-Gabriel-de-Rimouski
Bibliothèque de Saint-Joseph-de-Lepage	Saint-Joseph-de-Lepage
Bibliothèque de Saint-André-de-Kamouraska	Saint-André-de-Kamouraska
Université de Sherbrooke - Agora du Carrefour de l'information	Sherbrooke
Afeas - Auditorium du Cégep de Granby	Granby
Centre des femmes de la Basse-Ville	Québec
Marie-Vincent	Montréal
Centre culturel de la Bibliothèque Anne-Marie D'amours	Trois-Pistoles
Université du Québec à Rimouski	Lévis
Bibliothèque de Dégelis	Dégelis
Services d'entretien Propret	Montréal
Centre des femmes de Charlevoix	Baie-Saint-Paul
Centre-Femmes aux Plurielles	La Malbaie

**RP83**

Liste de tous les comités auxquels ne siège plus le CSF en raison de la fermeture des bureaux régionaux.

Réponse :

Endroit	Ville/Région
<b>2024-2025</b>	
<b>Centre de femmes du pays Maria-Chapdelaine</b>	Dolbeau-Mistassini
<b>Centre de Femmes les Unes et les Autres</b>	Saint-Jérôme
<b>Carrefour des Femmes du Grand Lachute</b>	Lachute
<b>Afeas Saint-Alexis-des-Monts</b>	Saint-Alexis-des-Monts
<b>Carrefour des femmes d'Anjou</b>	Anjou
<b>Le PONT</b>	Trois-Rivières
<b>Centre de femmes de Shawinigan</b>	Shawinigan
<b>La Collective des Femmes de Nicolet et région</b>	Nicolet
<b>Centre des femmes du Témiscouata</b>	Saint-Louis-du-Ha! Ha!
<b>Centre-Femmes de Lotbinière</b>	Saint-Flavien
<b>Télé-Québec</b>	Diffusion à la télévision
<b>Alliance des maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale</b>	Montréal
<b>La Mouvance, Centre de femmes</b>	Saint-Eustache
<b>Carrefour communautaire Montrose</b>	Montréal
<b>Centre des femmes du Ô pays</b>	Lac-des-Aigles
<b>Fédération de l'habitation coopérative du Québec</b>	Montréal
<b>Le Havre des Femmes</b>	Cap-Saint-Ignace
<b>Inform'elle</b>	Saint-Hubert
<b>Ainsi soit-elle Centre de femmes</b>	Chambly
<b>Élections Québec</b>	Québec
<b>2025-2026</b>	
<b>Télé-Québec</b>	Re-diffusion à la télévision

- Une campagne majeure d'image de marque a été conçue et diffusée dans le cadre du 50<sup>e</sup> anniversaire du CSF. Elle a été diffusée partout au Québec.
- La campagne pour la Journée internationale des droits des femmes 2025, sous le thème « Nos voix portent nos droits » en l'honneur du 85<sup>e</sup> anniversaire du droit de vote et d'éligibilité des femmes au Québec. Une infolettre a été envoyée à tous les organismes et du matériel aux couleurs de cette campagne était disponible pour téléchargement.
- Le CSF privilégie des activités variées afin de diffuser ses avis et études auprès de la population de toutes les régions du Québec. Des présentations ont notamment été offertes à différents événements régionaux (ex. : comités régionaux de l'AREQ et assemblée de la Table des groupes de femmes du Saguenay–Lac-Saint-Jean).
- La *Gazette des femmes* met en lumière plusieurs femmes et organismes dans les différentes régions du Québec.

**RP84**

Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Réponse :

Voir la fiche de renseignements généraux n° G54.

[csf.gouv.qc.ca](http://csf.gouv.qc.ca)

*Conseil du statut  
de la femme*

Québec 